

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Poste	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISSANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne	20
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 19 NOVEMBRE

AU DEHORS

Il est toujours fort délicat de chercher ce qui a pu être dit et convenu dans les entrevues de souverains. Ceux-ci n'ont point l'habitude de confier à la presse le secret de leurs entretiens et ce n'est généralement qu'après les événements qu'on est fixé sur la nature et l'importance des conventions intervenues. Il est cependant permis de faire des hypothèses d'autant plus vraisemblables qu'on les appuie plus fortement sur la logique. En se plaçant à ce point de vue, on est autorisé à dire qu'il s'est passé depuis quelques semaines en Europe des événements fort importants qui ont modifié à notre désavantage une situation déjà fâcheuse pour nous.

L'an dernier, on savait à n'en pas douter que l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie étaient fortement unies. En revanche, la Russie et l'Allemagne semblaient un peu en froid. Et l'attitude éventuelle de l'Angleterre et de la Turquie gardait un caractère problématique. Ajoutons qu'on s'accordait à penser qu'entre l'Autriche et la Russie les rapports ne laissaient pas que d'être assez tendus.

Depuis lors, le Czar est venu à Berlin, l'empereur Guillaume s'est rendu successivement en Angleterre, en Grèce et en Turquie. Enfin, il vient d'avoir une courte, mais probablement importante entrevue avec l'Empereur d'Autriche.

Que le Czar ait mis une certaine mauvaise grâce à faire le voyage de Berlin, on le sait. Qu'il ne soit pas résulté de sa venue une entente plus intime avec la cour d'Allemagne, on a de sérieuses raisons de le penser. On n'a cependant aucun motif de croire qu'il en soit résulté une tension de rapports. On a pu même remarquer qu'après le départ du Czar, M. Kalnoky s'est rendu à Friedrichsruhe pour conférer avec M. de Bismarck. C'est aujourd'hui un bruit fort accrédité dans le monde diplomatique que l'Allemagne aurait joué entre l'Autriche et la Russie le rôle d'un intermédiaire, proposant et obtenant des concessions mutuelles, écartant, par des combinaisons plus ou moins ingénieuses, les éventualités de conflit possible entre les deux grandes puissances.

D'autre part, on croit savoir qu'un des résultats du voyage de l'empereur Guillaume à Londres aurait été de faire entrer, dans une certaine mesure, l'Angleterre dans les vues de l'Allemagne au point de vue des conditions auxquelles peut être maintenue la paix de l'Europe.

Enfin, si rien n'autorise encore à penser qu'à la suite des voyages à Athènes et à Constantinople, la Turquie ait fait adhésion à la triple alliance, il ne paraît pas douteux que les rapports soient devenus plus bienveillants de part et d'autre et que la question crétoise ait fourni à l'Allemagne un facile prétexte pour manifester à la Porte une bienveillance qui n'a pas dû être indifférente à celui-ci. Ainsi le cercle s'est resserré. Ce n'est pas que nous voulions dire qu'il y ait cette année un danger plus imminent pour la France que l'an dernier.

Nous n'ignorons pas qu'à toute occasion on répète que les puissances européennes ne se rapprochent que dans l'intérêt du maintien de la paix et que la France n'a rien à craindre tant qu'elle n'attaquera pas. Nous tenons de ces déclarations le compte qui convient, mais elles ne sauraient nous empêcher de constater ce fait douloureux et humiliant pour nous que les accords de politique internationale se font désormais sans la France et en dehors d'elle. Un temps fut où il en était autrement. Nous n'étions pas, il est vrai, en République.

ERNEST BAUDOIN.

UN PEU PLUS TARD

La Chambre valide avec autant d'enthousiasme qu'elle en mettait jadis à invalider. Elle valide tout, même les morts.

C'est ainsi que samedi elle a validé l'élection de M. Duvivier, de Rouen, mort il y a quelques jours, et qu'elle a accepté plusieurs autres élections dont les dossiers n'étaient pas encore arrivés.

Il est vrai que c'était des élections républicaines.

Quelques-uns croient cependant que ce beau feu s'éteindra assez promptement. La raison en est que les candidats républicains battus assiègent les portes du Palais-Bourbon et menacent vivement leurs coreligionnaires de leurs futures vengeances s'ils ne font pas droit aux protestations qu'ils entassent contre un certain nombre de candidats conservateurs. Or les élus républicains qui peuvent avoir besoin de ces battus dans leurs départements respectifs ne se soucient pas toujours de sacrifier l'intérêt personnel à la probité, et si les élections non contestées ont passé comme une lettre à la poste, nous ne voudrions pas répondre que les contestations soient examinées et tranchées avec une impartialité entière, ni que la fameuse pression cléricale qui sonne si étrangement dans la bouche des candidats officiels de M. Constans ne reprenne son tour de faveur.

Nous attendrons la fin de la semaine pour nous attendre, comme nous y invitent quelques-uns de nos confrères, sur la loyauté républicaine.

A LA CHAMBRE

Hier, malgré la nouvelle qui en avait été donnée, la Chambre n'a pas entendu la prose ministérielle. Messieurs du Cabinet n'ont pu se mettre d'accord sur un texte, les uns inclinant à donner certaines satisfactions aux radicaux, les autres refusant de les accorder. Touchante union.

Floquet lui-même restera muet. Il compte modeler son allocution présidentielle sur la Déclaration du gouvernement. Il attendra donc que le modèle soit confectionné.

Il paraît qu'avant même d'être sortie du giron ministériel, la Déclaration avait fait peau neuve. On ne paraît pas l'en trouver plus séduisante pour cela.

D'arrogante elle est devenue des plus anodines ; de précise, nuageuse ; elle devait proscrire énergiquement la révision et la séparation

de l'Eglise et de l'Etat. Elle en parle peu et ce peu paraît encore superflu à plusieurs des amis du cabinet.

On en parlait dimanche après boire au banquet du XI^e arrondissement entre républicains de marque, MM. Floquet, Mathé, Lockroy et autres, et M. Lockroy niait absolument la possibilité « de la politique d'affaires » et ajoutait : « Rien, rien ne pourra empêcher les questions sociales et religieuses de se produire ; car ces problèmes se posent malgré les déclarations, malgré les hommes eux-mêmes. »

La Chambre a complété son bureau en nommant les deux secrétaires restant à élire. Elle a repris ensuite la vérification des pouvoirs.

L'élection de M. Constans a été validée sans débat. Cela prive l'Opposition d'un otage précieux.

Gare maintenant les invalidations !

Les Allemands veulent-ils nous chercher querelle à propos des événements du Brésil ? Leurs journaux prétendent que si le gouvernement républicain a été établi au Brésil, c'est la France qui en est cause.

C'est ce qu'essaie d'établir le *Tageblatt*, dans un long article avec ce titre : *France et Brésil*.

« Il est évident, dit cet organe, que le détronement de dom Pedro est une conséquence de l'Exposition de Paris. Il est plus évident encore que l'influence française est démoralisante pour l'Europe monarchique. »

Nous lisons dans le *Temps* :

« Le duc de Nemours a envoyé un télégramme à la reine d'Angleterre dans lequel il lui confirme que l'Empereur du Brésil et sa famille se sont embarqués pour l'Europe sans avoir éprouvé aucun ennui. Il remercie la reine du télégramme qu'il avait reçu d'elle. »

AU BRÉSIL

Rio-de-Janeiro, 17 novembre.

D'où est sorti le mouvement insurrectionnel qui s'est terminé par la proclamation de la République ?

L'année dernière, sous le ministère du baron de Cotegipa, le maréchal Déodoro de Fonseca fit, à la tête de ses troupes, une manifestation militaire contre le gouvernement.

Ce dernier, pour se débarrasser d'un adversaire aussi redoutable, répandit le bruit qu'un conflit venait d'éclater entre le Paraguay et la Bolivie. Il en profita pour prétexter la nécessité d'envoyer des troupes sur la frontière, à Cuyaba, assurer la neutralité du territoire brésilien.

Cuyaba se trouve à quarante-deux jours de Rio. Le général de Fonseca, une fois là-bas, n'était plus dangereux pour le gouvernement.

Le ministère choisit 4,000 soldats connus pour leurs sentiments républicains, mit le général Déodoro de Fonseca à leur tête et les envoya à Cuyaba protéger les intérêts du Brésil dans la guerre qui venait soi-disant d'éclater entre le Paraguay et la Bolivie.

Lorsque le général de Fonseca arriva sur la

frontière, il comprit qu'il avait été joué par le gouvernement et en conçut une haine plus grande encore.

Il y a quelque temps, le général de Fonseca rentra à Rio-de-Janeiro avec ses troupes, toutes entièrement acquises aux idées républicaines, comme je vous l'ai dit.

C'est lui qui, avec l'aide du contre-amiral Vandeklock, a été l'instigateur du mouvement révolutionnaire.

M. Benjamin Constant, qui paraît aussi mêlé au mouvement, est professeur à l'Ecole polytechnique de Rio-de-Janeiro en même temps que journaliste démocrate.

Le ministre de la marine, baron de Ladario, qui a été blessé, avait été délégué en France, il y a trois ans, pour surveiller la construction d'un cuirassé brésilien commandé aux Forges et Chantiers de la Méditerranée. Il avait résilié le contrat et fait sa commande en Angleterre.

La révolution militaire qui s'est produite vendredi à Rio-de-Janeiro paraît avoir triomphé définitivement.

Un gouvernement provisoire s'est installé au Brésil, sous les ordres du général de Fonseca ; plusieurs membres du gouvernement de l'Empereur ont été arrêtés, et dom Pedro lui-même aurait été retenu prisonnier dans son palais et déposé ; il s'est embarqué avec sa famille, le comte et la comtesse d'Eu, pour l'Europe.

Le vicomte de Ouro Preto, qui était son premier ministre, a été embarqué également.

L'Empereur et la famille impériale se sont embarqués — ou ont été embarqués — sur un paquebot d'une ligne ne faisant pas escale, ordinairement, dans les ports du Brésil.

Il sera débarqué à Bordeaux.

Rio-Janeiro, 17 novembre.

Le ministre des finances du gouvernement provisoire se rendant dans les bureaux de la Banque nationale du Brésil a confirmé à son président que, conformément à la proclamation parue, tous les engagements pris par le gouvernement antérieur seraient respectés et exécutés par le nouveau gouvernement.

Le gouvernement a déclaré qu'il maintiendrait fermement l'ordre.

Il prépare une circulaire télégraphique qu'il adressera aux gouvernements étrangers.

Les nouvelles des provinces continuent à être bonnes.

La province de Bahia, d'abord opposée au mouvement révolutionnaire, s'est ralliée à la République.

CONTRE-COUP EN ESPAGNE ET EN PORTUGAL

Madrid, 18 novembre.

La nouvelle de la proclamation de la République au Brésil a produit une profonde sensation en Espagne.

Depuis quelques jours déjà on a retiré à la garnison de Madrid toutes les cartouches chargées à balle pour des cartouches chargées à blanc.

En Portugal aussi, les esprits sont surexcités et les républicains, qui sont nombreux et bien disciplinés, ne cachent pas leurs sympathies pour l'avènement de la République au Brésil. Ils s'agitent et commentent avec animation

